

Numéro 120 - 15 décembre 2021

Tragédie de Lac-Mégantic : où en sommes-nous huit ans plus tard?
Joignez-vous à la discussion!



Un statut pour tous et toutes! Des programmes sociaux pour tous et toutes!
• Les travailleurs migrants réclament un accès complet aux prestations d'assurance-emploi

Tragédie de Lac-Mégantic : où en sommes-nous huit ans plus tard?
Joignez-vous à la discussion!



Mercredi 15 décembre - 19 h HE
Montréal

1360, rue Ontario Est

Pour réserver une place : 514-522-5872

Port du masque, distanciation sociale et passeport vaccinal requis

Joignez l'événement sur zoom
Pour participer via Zoom [cliquer ici](#).
Traduction simultanée vers l'anglais

Ce soir à 19 heures, Robert Bellefleur, porte-parole de la Coalition des citoyens et organismes engagés pour la sécurité ferroviaire de Lac-Mégantic, et Anne-Marie Saint-Cerny, auteure du livre « Mégantic » et de la bande dessinée « Mégantic, un train dans la nuit » prennent la parole à une réunion publique à Montréal. Les participants de partout au Canada peuvent s'y joindre par zoom. La réunion est organisée en appui à la lutte de la communauté pour sa sécurité et la sécurité ferroviaire de toutes les communautés du Québec et du Canada.

La tragédie du Lac-Mégantic est une des tragédies ferroviaires les plus dévastatrices de l'histoire du Canada. Aux premières heures de la nuit du 6 juillet 2013, un convoi de trains transportant du pétrole hautement inflammable, étiqueté faussement comme du pétrole légèrement inflammable, dans des wagons inadéquats pour le transport de matières aussi dangereuses, sur des rails mal entretenus, est parti à la dérive sur une voie en pente, a déraillé, pris feu et explosé dans le centre-ville de Lac-Mégantic, causant la mort de 47 personnes, des blessures graves à de nombreuses personnes, de profondes séquelles post-traumatiques à la population de même que de très grands dommages matériels.

De l'information importante sur ce qui a causé la tragédie sera présentée à la réunion et sur la lutte qui est menée pour mettre fin à ces tragédies.

Tous et toutes sont invités à écouter les présentations et à prendre part à la conversation.



Un statut pour tous et toutes! Des programmes sociaux pour tous et toutes!
**Les travailleurs migrants réclament un accès complet
aux prestations d'assurance-emploi**



Dans une lettre du 28 novembre au premier ministre Trudeau et à plusieurs ministres du cabinet, Justicia pour les travailleurs migrants (J4MW) réclame un accès complet aux prestations d'assurance-emploi (AE) pour les travailleurs migrants ainsi qu'à tous les programmes sociaux et services publics existant au Canada. Il réitère sa demande de statut permanent pour les travailleurs migrants dès leur arrivée au Canada.

Au sujet de l'AE, les auteurs de la lettre soulignent que, depuis 1966, les travailleurs embauchés en

vertu du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) ont contribué des millions de dollars au régime de l'AE, mais n'y ont pas accès à cause de leurs permis de travail liés à un employeur unique. Des dizaines de milliers de travailleurs migrants viennent au Canada à chaque année en provenance d'une douzaine de pays pour travailler dans des fermes canadiennes et des serres qui les lient à un seul employeur et ils n'ont pas l'option de changer de travail. Une cotisation à l'AE est retenue sur leur paie, mais ils sont néanmoins inadmissibles à l'assurance-emploi s'ils perdent leur emploi. On leur refuse les prestations d'AE si l'emploi auquel ils sont liés prend fin, sur la base qu'ils ne sont pas « disponibles pour travailler » parce que liés à ce seul employeur, même lorsque cet employeur ne peut pas ou ne veut pas les embaucher. Les travailleurs qui ont perdu ou perdent leur emploi à cause de la pandémie, des pertes de récolte ou des crises environnementales peuvent être licenciés et rapatriés en raison des conditions liées à leur permis de travail. En outre, la plupart des travailleurs saisonniers ne sont pas admissibles aux prestations spéciales de l'assurance-emploi, dont les prestations de maternité, parentales, de maladie ou de compassion.

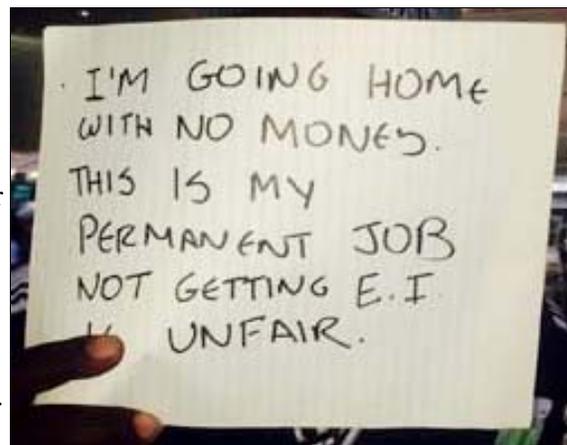


On lit dans la lettre, entre autres choses :

« En ce qui concerne l'accès à des prestations régulières d'AE, les migrants font face à de nombreux obstacles. Nous l'avons vu au cours de la pandémie et lors de la fermeture de nombreux endroits de travail, mais les travailleurs subissent aussi les effets des changements climatiques. Des migrants agricoles durant la période d'avant la pandémie ont été licenciés et rapatriés à la suite des pertes de récoltes attribuées à des facteurs environnementaux ou directement humains. Le désastre climatique actuel en Colombie-Britannique n'est que le plus récent incident dans toute une série de désastres environnementaux ininterrompus qui ont eu des répercussions disproportionnées sur les communautés vulnérables.

« Les travailleurs migrants agricoles ont ressenti l'impact des changements climatiques dans leur pays d'origine et maintenant au Canada. En 2017, par exemple, les travailleurs migrants agricoles de la Dominique ont été coincés au Canada suite aux dévastations causées par l'ouragan Maria dans leur pays. Aucune politique n'existait à ce moment-là ni existe-t-elle aujourd'hui pour venir en aide à ce groupe de travailleurs. Les groupes de défense ont écrit au gouvernement fédéral pour qu'il agisse immédiatement pour corriger le fait que le gouvernement n'a pas offert d'aide lors de cette crise passée, mais leurs appels à l'action pour prévenir le racisme climatique ont été ignorés.

« Les récents incendies, la chaleur extrême et maintenant les inondations de la saison passée ont engendré d'importants défis pour l'industrie agricole. Alors que les gouvernements provinciaux et fédéral ont développé des mécanismes pour venir en aide à l'industrie, il n'y a toujours pas d'efforts pour appuyer les travailleurs de l'industrie. Il est essentiel que le gouvernement fédéral développe des mesures proactives et pas seulement à la pièce pour tenter de régler les conséquences à long terme des pandémies, de l'incertitude économique et des changements climatiques. L'aide à court terme ne peut pas corriger des lacunes politiques systémiques. L'injustice



climatique et l'injustice économique sont interreliées et touchent les migrants ici et dans leur pays d'origine. Les politiques actuelles de l'AE minent la capacité des migrants d'avoir accès à un soutien au revenu. Ces problèmes ne feront que croître alors que les désastres climatiques deviennent plus fréquents et sévères. »

Justicia présente une série de revendications pour que justice soit rendue aux travailleurs migrants. Elles comprennent le statut permanent dès l'arrivée; pas de représailles, de rapatriement ou de radiation des travailleurs migrants parce qu'ils défendent leurs droits; faire en sorte que les travailleurs migrants et sans statut ont accès aux prestations d'AE; transformer immédiatement les permis de travail fermés en permis ouverts pour que les travailleurs ne soient plus piégés dans des situations intenable; renverser toutes les décisions qui ont empêché les travailleurs migrants d'avoir accès aux prestations régulières de l'AE et leur donner un accès complet à toutes les prestations spéciales, et plusieurs autres demandes.

Forum ouvrier appuie entièrement ces revendications qui visent à obtenir justice pour les travailleurs migrants. Les travailleurs migrants font partie de la classe ouvrière canadienne qui ne reconnaît pas les catégories que l'élite dirigeante a créées pour tenter de diviser le peuple. Cette division sert à justifier la superexploitation de ceux et celles à qui on ne reconnaît pas les mêmes droits. Les définitions modernes ne reconnaissent qu'une humanité et les gouvernements à tous les niveaux ont l'obligation de garantir les droits de tous et de toutes.

Pour lire la version intégrale de la lettre de J4MW, *cliquer ici*.

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca